

Affaires courantes

ajouter l'orientation sexuelle au nombre des motifs de discrimination interdits.

M. STEVEN OGUNWUYI

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): J'ai une autre pétition signée par des habitants de Vancouver et de Burnaby au sujet de M. Steven Ogunwuyi, un Nigérian de 23 ans qui a été impliqué sans le vouloir dans une tentative avortée de coup d'État contre le président non élu du Nigeria. La pétition signale que les conditions de détention sont pitoyables dans ce pays et que d'autres personnes ayant participé au soulèvement ont été exécutées à la suite de procès totalement inacceptables.

On apprend ensuite que cet homme s'est évadé du Nigeria, qu'il craint pour sa vie et qu'il espère obtenir le statut de réfugié au Canada. Par conséquent, les pétitionnaires prient instamment la Chambre des communes de demander au ministre de l'Emploi et de l'Immigration d'accepter que Steven Ogunwuyi reste au Canada pour des raisons humanitaires.

L'ENVIRONNEMENT

M. Ian Waddell (Port Moody—Coquitlam): Monsieur le Président, j'ai reçu une pétition signée par 210 élèves et membres du corps enseignant de l'école secondaire Sir Frederick Banting, à Coquitlam.

Ces pétitionnaires estiment que la société Dupont est le plus gros producteur de CFC au monde. Une de ses principales usines, ici au Canada, est d'ailleurs capable d'en produire jusqu'à 18 000 tonnes par an. Voilà près de 20 ans que cette société fabrique ces produits chimiques en dépit des preuves scientifiques qui établissent une relation de cause à effet entre eux et la détérioration de la couche d'ozone. Ils soutiennent que la couche d'ozone sera appauvrie de 15 p. 100 cette année dans le sud du Canada, ce qui entraînera une augmentation phénoménale de 26 p. 100 des cas de cancer de la peau, et que la seule solution véritable consiste à cesser immédiatement de fabriquer ces produits chimiques destructeurs d'ozone.

Les pétitionnaires exigent donc que la Dupont cesse immédiatement de fabriquer des produits chimiques destructeurs d'ozone.

LE PROJET «FIERS D'ÊTRE CANADIEN»

M. Lee Clark (Brandon—Souris): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par des habitants de Brandon—Souris, dont un certain nombre de jeunes, qui croient fermement qu'il est important pour les Canadiens d'être fiers d'habiter un pays uni, fort et indépendant. Ils affirment que très souvent, nous sommes trop réservés et nous cachons nos sentiments patriotiques.

Ils ont signé cette pétition dans laquelle ils affirment leur appui aux clubs des Kinsmens et des Kinettes du Canada, plus précisément leur projet *Fiers d'être Canadien*. Ils déclarent que ce projet donne la possibilité de promouvoir des rapports positifs pendant toute une vie, que ce soit envers notre patrimoine ou un drapeau, d'encourager le raffermissement des liens entre Canadiens pour que le Canada s'affirme encore davantage comme chef de file dans les cercles internationaux, et de promouvoir notre grande fierté d'être canadiens.

LE LOGEMENT

M. Scott Thorkelson (Edmonton—Strathcona): Monsieur le Président, je suis heureux d'intervenir aujourd'hui, en vertu de l'article 36 du Règlement, pour présenter deux pétitions signées en grande partie par des gens d'Edmonton—Strathcona, ma circonscription.

Dans la première pétition, les signataires prient le Parlement de reconnaître que le gouvernement fédéral et les provinces partagent la responsabilité du secteur du logement. Ils lui demandent de soutenir financièrement le programme fédéral de coopératives d'habitation sans but lucratif et de conserver la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Scott Thorkelson (Edmonton—Strathcona): Dans le deuxième cas, les pétitionnaires prient le Parlement d'envisager la possibilité de ne plus appliquer la taxe sur les produits et services aux produits d'hygiène féminine.

LA RIVIÈRE THOMPSON-NORD

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai le plaisir et l'honneur de présenter une pétition au nom d'habitants de la Colombie-Britannique, ce qui porte le nombre total de signatures à plus de 10 000. Les pétitionnaires signalent qu'une entreprise du nom de Multinational Resources envisage de dériver le cours de la rivière Thompson-Nord en Colombie-Britannique dans le but de vendre de l'eau dans le sud de la Californie.

Le projet va bon train, monsieur le Président. Cette entreprise dépense actuellement des millions de dollars en études techniques préliminaires et en études de faisabilité. Les pétitionnaires disent qu'il est temps de dire à ces entrepreneurs: «Oubliez le projet. Mettez vos plans au rancart, car les eaux canadiennes ne seront pas vendues en Californie par des gens qui détournent des rivières.»

LA FISCALITÉ

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, j'ai des pétitionnaires du Manitoba qui demandent un système fiscal plus équitable et plus simple. Ils estiment que le système actuel est injuste à l'égard des pauvres et qu'il est trop lourd pour les Canadiens de la classe moyenne et les commerçants. Ils veulent assurer qu'il ne soit pas discriminatoire, ils pensent, par exemple,